

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

Septembre 2014 – Décembre 2014

Consœurs et confrères,

Les militants et le personnel du SCFP ont été très occupés cet automne partout au Canada.

Sur le front des négociations, les membres ont maintenu leurs piquets de grève en Colombie-Britannique (section locale 608, Centre Naramata). De nouveaux conflits ont commencé en Colombie-Britannique (section locale 2262 – Castlegar, C.-B.). Des négociations sont en cours dans toutes les régions (voir la section sur les négociations collectives, les grèves et les lock-out pour de plus amples détails).

Au début d'octobre, près de 1 200 membres, invités et membres du personnel ont participé à notre toute première Conférence du Conseil national des secteurs, à Toronto. Jusqu'à maintenant, nous n'avons reçu que des commentaires positifs sur l'événement. Les délégués se sont penchés sur des enjeux de négociation collective spécifiques à leurs secteurs, ainsi que sur d'autres dossiers d'importance.

Le confrère Lee Saunders, président international de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME), a enthousiasmé la salle avec son solide discours sur l'importance des services publics et de la solidarité syndicale, tant à l'intérieur d'un syndicat qu'entre différents syndicats.

En octobre, le pays a appris avec consternation le meurtre de deux militaires, tués tout simplement parce qu'ils portaient l'uniforme des forces armées. Les décès de l'adjudant Patrice Vincent, à St-Jean-sur-Richelieu, au Québec, et du caporal-chef Nathan Cirillo, à Ottawa, ont été soulignés par une minute de silence à notre réunion du Conseil exécutif national de décembre.

Dans un climat de négociation très difficile, nous avons accordé une attention particulière à des lois qui auront des répercussions sur des secteurs clés de la Nouvelle-Écosse et du Québec.

Notre rapport d'effectif d'octobre 2014 montre que nous avons franchi la barre des 630 000 membres. En effet, notre syndicat national compte désormais 630 027

membres. Notre organisation continue de grandir, bien qu'à un rythme un peu plus lent que celui des dernières décennies. À la fin d'une autre année, je tiens à remercier sincèrement tous les militants et membres du personnel. Ensemble, vous améliorez la vie des membres du SCFP.

1. Scène nationale

• Budget fédéral

Le 29 septembre 2014, j'ai comparu devant le comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre de ses consultations prébudgétaires.

Notre mémoire portait sur le chômage et les types d'emplois qui sont créés aujourd'hui. Nous avons aussi soulevé le fait qu'en période de surplus budgétaire fédéral, il est injustifiable de réduire les transferts fédéraux en matière de santé aux provinces et de faire passer l'admissibilité à la SV et au SRG de 65 à 67 ans.

Enfin, nous avons réclamé la fin des baisses d'impôts accordées aux grandes entreprises et aux riches et exigé un soutien pour les familles des travailleurs, dont un programme universel national de garde à l'enfance.

• Projet de loi C-525

Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi sur les relations de travail au Parlement et la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Le projet de loi C-525, qui rend la syndicalisation plus difficile en vertu du code fédéral et qui facilite la désaccréditation, a été adopté en deuxième lecture au Sénat et a été renvoyé au comité. En somme, ce projet de loi met fin à l'accréditation automatique et oblige la tenue d'un vote pour toute syndicalisation.

Il facilite aussi la désignation par l'employeur des services essentiels et impose l'arbitrage de différend aux employés fédéraux lorsque plus de 80 % des membres d'une unité sont déclarés essentiels.

• Projet de loi C-377

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (exigences applicables aux organisations ouvrières)

Le projet de loi C-377 est de retour devant le Sénat. Vous vous souviendrez qu'en 2012, le Sénat l'avait renvoyé au Parlement avec d'importants amendements proposés par l'ex-sénateur Hugh Segal.

Mais le Parlement a été prorogé et le projet de loi est mort au Feuilleton. Le gouvernement Harper l'a présenté de nouveau dans sa forme originale, sans ses amendements, et l'a renvoyé au Sénat.

Nous sommes en contact étroit avec des sénateurs libéraux opposés au projet de loi C-377. Nous comparâtrons à nouveau devant le Sénat lorsque le projet sera envoyé au comité.

La déclaration qui suit, de l'honorable sénateur James Cowen (leader de l'opposition), montre bien les préoccupations que soulève ce projet de loi antisyndical dans le mouvement syndical et ailleurs :

« À ma connaissance, il n'y a actuellement au Canada aucune personne et aucun organisme, public ou privé, qui soit tenu par la loi de publier le genre de renseignements qu'exigerait le projet de loi C- 377. Ni le cabinet du premier ministre, ni les organismes de bienfaisance, ni les partis politiques ne sont soumis à une telle exigence. Les sociétés publiques et privées, qui bénéficient elles- mêmes de généreuses déductions d'impôt, n'ont pas à publier de tels renseignements. Dans ce contexte, comment pourrait-on justifier de soumettre les organisations ouvrières et les fiduciaires de syndicat à de pareilles exigences de publication? »

Je vous tiendrai au courant de l'évolution de cet important dossier.

Dans le même ordre d'idée, notre syndicat affilié au Royaume-Uni, UNISON, nous a demandé de lui faire parvenir les études que nous possédons sur les gouvernements qui mettent fin aux clauses de précompte automatique des cotisations syndicales. Le gouvernement Cameron discute ouvertement de la fin du précompte automatique des cotisations pour tous les syndicats du secteur public.

- **Crise de l'Ébola**

Depuis notre réunion du Conseil de septembre, nous avons produit des fiches d'information destinées aux membres du secteur de la santé du SCFP. Nous continuons à assister à toutes les séances d'information du gouvernement et à aider les sections locales à déposer des plaintes en matière de sécurité.

Nous maintenons également la pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il en fasse plus pour aider les populations de l'Afrique de l'Ouest.

- **Politique environnementale**

Je suis fier de souligner que le SCFP a été invité, avec divers groupes de défense de l'environnement, à une séance spéciale par le chef du NPD fédéral Tom Mulcair et des députés clés du NPD.

Le confrère Matthew Firth, notre agent national de la recherche spécialisé en environnement, faisait partie du groupe d'éminents experts qui ont offert des conseils au NPD fédéral sur tous les aspects d'une politique environnementale.

- **Conférence 2020 sur les services de garde à l'enfance**

Près de 600 militantes et militants, dont beaucoup du SCFP (notamment les membres de notre Groupe de travail national sur la garde à l'enfance), se sont réunis à Winnipeg en novembre pour discuter de l'état actuel des services de garde à l'enfance au Canada.

Notre syndicat a été l'un des principaux commanditaires de la conférence et a participé de manière visible tant aux plénières qu'aux ateliers. Tom Mulcair, chef du NPD fédéral, a été bien reçu et les délégués ont exprimé leur appui au projet du parti qui veut insérer dans sa plateforme électorale de 2015 un programme national de services de garde à l'enfance.

Dans son discours, Stephen Lewis a déclaré que « des services de garde à l'enfance universels sont la condition préalable à l'égalité hommes-femmes et sont un bien public, comme l'éducation et les soins de santé publics ».

2. Congrès du travail du Canada (CTC)

- **« Un monde plus juste » du CTC – Campagne d'image**

À la fin de novembre, le CTC a diffusé sa troisième campagne publicitaire destinée à la télévision et aux médias sociaux. Des enjeux clés comme les régimes de retraite et les soins de santé sont au cœur de ces publicités, pour lesquelles tous les affiliés du Congrès ont une fois de plus mis leurs ressources en commun afin de parler aux Canadiens des valeurs chères aux syndicats.

- **Nouveau lancement de la campagne en faveur de la bonification du RPC**

Le CTC a relancé sa campagne en faveur de la bonification du RPC pour profiter des déclarations de Tom Mulcair et du NPD fédéral à l'effet que la sécurité à la retraite sera un enjeu prioritaire pendant la campagne électorale de 2015.

Notre syndicat a joué, et joue toujours, un rôle important dans le soutien à cette importante initiative.

- **Conférences du CTC sur l'action politique**

Au cours du premier trimestre de 2015, le CTC organisera une série de conférences régionales sur l'action politique.

Le but de ces rassemblements est double : premièrement, faire le point avec les affiliés sur le programme « Un monde plus juste »; et, deuxièmement, préparer des bénévoles à appuyer les campagnes néo-démocrates pendant la campagne électorale fédérale de 2015.

Pour moi, il n'y aura pas de tâche plus importante l'année prochaine que de préparer les élections fédérales de 2015. Nous diffuserons les détails de ces conférences régionales du CTC dès que nous les obtiendrons.

- **CTC et l'Université de Western Ontario – Sondage sur la violence conjugale**

Le 27 novembre 2014, le CTC a rendu publiques les conclusions du sondage sur la violence qu'il a mené en collaboration avec l'Université de Western Ontario. Tous les affiliés du CTC ont été invités à distribuer cet important sondage à leurs membres. Visiter le site Web du CTC pour en savoir plus sur l'enquête. www.congresdutravail.ca/enjeux/violence-conjugale-au-travail.

3. Conférences nationales

- **Conférence du Conseil national des secteurs – du 6 au 9 octobre 2014 (Toronto, Ontario)**

Notre toute première Conférence du Conseil national des secteurs a eu lieu à Toronto et 1 200 membres, invités et membres du personnel y étaient. Le SCFP comprend les secteurs suivants :

- Transport aérien
- Garde à l'enfance
- Éducation
- Services d'urgence
- Énergie
- Soins de santé
- Bibliothèques
- Municipalités
- Enseignement postsecondaire
- Gouvernements provinciaux et fédéraux et sociétés d'État
- Services sociaux

Les délégués ont consacré la majeure partie des trois jours qu'a duré la Conférence à la discussion d'enjeux spécifiques à leurs secteurs, sous l'angle des négociations collectives. Mais ils ont aussi parlé de sous-traitance et de privatisation et des attaques menées contre nos régimes de retraite à prestations déterminées.

Quant aux plénières, elles portaient sur les régimes de retraite, les négociations et les nouvelles techniques de recrutement. La députée néo-démocrate fédérale

Peggy Nash est venue saluer les délégués et, comme nous l'avons mentionné, nous avons eu droit à un puissant discours de Lee Saunders, président de l'AFSCME, notre syndicat affilié des États-Unis.

J'incite toutes les sections locales à nous transmettre les coordonnées du principal membre de leur exécutif et de leur conseiller syndical afin que nous puissions les inclure dans les assemblées publiques téléphoniques qui auront lieu pour chaque secteur.

Enfin, je remercie toutes les sections locales qui ont participé à la Conférence à Toronto. Vos commentaires positifs nous permettront d'accroître cet important travail sur les secteurs.

- **Conférence nationale sur les droits de la personne – du 5 au 8 février 2015 (Winnipeg, Manitoba)**

Ma ville natale de Winnipeg accueillera la deuxième Conférence nationale sur les droits de la personne du SCFP.

La planification de la conférence va bon train; elle portera sur les principaux objectifs du document d'orientation stratégique adopté à notre congrès national de 2013, notamment :

- La tenue d'un sondage auprès des membres du SCFP sur les données démographiques changeantes et la diversité de notre effectif;
- Apporter une optique d'équité à notre important travail sur les régimes de retraite, les avantages sociaux, les services publics, la santé-sécurité et l'économie.

J'invite toutes les sections locales à inscrire cette importante conférence au haut de leur liste de priorités. On peut trouver de plus amples détails à SCFP.ca.

J'espère avoir le plaisir de vous rencontrer à Winnipeg en février (n'oubliez pas, c'est un froid sec !!!).

4. Négociations collectives, grèves et lock-out

Le SCFP a connu cinq conflits avec moyen d'action au travail au cours de ce dernier trimestre de 2014. Deux d'entre eux se poursuivent et trois ont abouti à un règlement.

- **Section locale 608 – Centre Naramata (C.-B.)**

Aucun règlement n'est en vue dans notre conflit à cet établissement au moment où

les membres amorcent leur huitième mois aux piquets de grève. Même s'ils sont frustrés par l'absence de progrès, la solidarité des membres ne vacille pas. Des efforts répétés pour obtenir une rencontre avec le modérateur de l'Église unie du Canada et avec le modérateur de la Conférence de la C.-B. de l'Église unie se sont butés à un mur de silence. La section locale 608 a déposé une demande d'employeur commun auprès de la Commission des relations de travail de la C.-B.

Les tentatives de médiation entreprises au début de l'automne ont aussi échoué. Pendant la médiation, l'employeur a informé les membres qu'il changeait la nature des activités du Centre. Il n'a presque rien fait pour régler le conflit et ne s'est pas inspiré des politiques de l'Église unie du Canada qui approuvent et défendent la libre négociation collective.

- **Section locale 1490 du SCFP – Canton de Black River Matheson (Ontario)**

Après un lock-out de 54 jours, le conflit a pris fin. Les parties ont pu régler les enjeux litigieux relatifs aux heures et journées de travail. La dernière semaine du lock-out n'a pas non plus été sans controverse, l'employeur ayant d'abord rejeté le protocole d'accord, pour revenir ensuite à une autre réunion du conseil plus tard dans la semaine pour ratifier la même entente.

- **Section locale 2099 du SCFP – Ville de Mount Pearl (T.-N.-L.)**

Les 140 membres de la section locale 2099 ont été lockoutés par leur employeur le 30 septembre dans le cadre d'un conflit portant sur les salaires et le régime de retraite. Après un certain temps, le maire a demandé à la section locale de recourir aux services d'un médiateur. Grâce à ce dernier, la section locale a pu résoudre la question des salaires et réaliser quelques gains au chapitre du régime de retraite. Les prestations du régime avaient été changées unilatéralement en janvier 2013 et les parties ont convenu de travailler ensemble à les ramener à leur niveau d'avant 2013.

- **Section locale 2262 du SCFP – Ville de Castlegar (C.-B.)**

Les 34 membres de la section locale 2262 ont eu recours à des moyens d'action au travail pour lutter contre des concessions et protéger leur sécurité d'emploi. La concession exigée a trait aux congés syndicaux pour enquêter sur des griefs. La clause actuelle permet un accès illimité et l'employeur propose de les restreindre à 10 heures par mois. Le syndicat a proposé une clause empêchant que le travail de l'unité de négociation soit effectué par des cadres exclus de manière répétée, une clause que l'on retrouve dans de nombreuses conventions du SCFP. L'employeur refuse obstinément cette clause ou toute autre sur la sécurité d'emploi.

PROVINCE	S. I.	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jour)
Colombie-Britannique	608	Centre Naramata	30	15 mai 2014	en cours
Ontario	1490	Canton de Black River Matheson	17	11 août 2014 Lockout	54
Terre-Neuve	2099	Ville de Mount Pearl	140	30 sept. 2014 Lockout	22
Nouveau-Brunswick	76	Ville de Campbellton	43	4 nov. 2014 Lockout	30
Colombie-Britannique	2262	Ville de Castlegar	34	8 nov. 2014	en cours

Les membres de la section locale 338 du SCFP de la Ville de Kelowna ont ratifié une entente de cinq ans avec hausses salariales de 8,5 % pour la durée de la convention. Ils ont aussi négocié de nouvelles clauses relatives aux congés familiaux et amélioré les clauses relatives à l'allocation d'outils et aux congés annuels.

Les membres de la section locale 4193, employés de la Commission de gestion des déchets solides du Nouveau-Brunswick, ont conclu un accord de principe pour une convention de cinq ans, avec augmentation économique générale de 2,5 % par année pour la durée de l'entente. Le comité des négociations a pu obtenir des rajustements salariaux pour « le poste de pesée » et celui de secrétaire. L'entente comporte aussi une bonification de clauses de la convention collective et d'autres gains financiers.

Les 43 membres de la Ville de Campbellton ont traversé une difficile ronde de négociation pour protéger leur régime de retraite à prestations déterminées ainsi que repousser la sous-traitance des services de déneigement. L'accord garantit désormais un minimum de 25 postes et une augmentation de salaire de 2% à chaque année sur la durée du contrat de 7 ans.

5. Le point sur les divisions des services régionaux

Division du transport aérien

- Une fusion possible entre les transporteurs régionaux First Air et Canadian North a été abandonnée (les travailleurs des deux transporteurs aériens sont membres du SCFP).

- Un accord de principe a été conclu entre la section locale 4088 et Cathay Pacific; il prévoit des hausses salariales de 10 % sur quatre ans, ainsi que d'autres bonifications des avantages sociaux.
- Notre composante d'Air Canada se prépare aux négociations de 2015. J'ai eu le plaisir de participer à des assemblées publiques téléphoniques avec le président d'ACCEX (l'exécutif de la composante d'Air Canada) Michel Cournoyer.
- Notre contestation judiciaire du ratio agents de bord-passagers 1:50 se poursuit.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) – Colombie-Britannique

J'ai eu le plaisir de participer, avec le confrère Charles, au congrès du 70^e anniversaire du SEH. La première convention collective du syndicat a été signée avec l'hôpital général de Vancouver en 1944.

Le congrès biennal a attiré une foule de délégués qui ont tenu d'importants débats et écouté des conférenciers invités, dont le chef du NPD de la Colombie-Britannique, John Horgan, et la D^{re} Monika Dutt, présidente des Médecins canadiens pour le régime public.

Félicitations au confrère Victor Elkins (vice-président régional pour la Colombie-Britannique) qui a été réélu à la présidence du SEH pour un mandat de deux ans.

Colombie-Britannique

Dans le cadre de notre campagne de l'Accord sur la santé, nous avons organisé deux assemblées publiques très réussies à Campbell River et Courtney, sur l'île de Vancouver. Ce sont deux circonscriptions fédérales que notre parti, le NPD, peut ravir aux conservateurs en 2015.

Le SCFP-Colombie-Britannique a joué un rôle très actif dans les élections municipales et scolaires. Le maire de Vancouver, Gregor Robinson, soutenu par le mouvement syndical, a été réélu, ainsi qu'une majorité de conseillers progressistes. Pour un bilan complet des élections, consultez CUPE.bc.ca. La grève se poursuit à Castlegar (section locale 2262) et à Naramata, C.-B., section locale 608.

Alberta

J'ai eu le plaisir de participer au congrès de direction du NPD-Alberta à la mi-octobre. Rachel Notley a été élue chef du Parti et je crois que de bonnes choses arriveront au NPD-Alberta.

Les négociations demeurent difficiles en Alberta. En effet, le secteur des conseils scolaires a obtenu des règlements semblables à l'entente de quatre ans conclue par les

enseignants de l'Alberta, qui contient trois années de gels salariaux. Les négociations se poursuivent avec la Ville d'Edmonton et les syndicats municipaux, y compris notre section locale 30, sont toujours à la table.

Saskatchewan

J'ai été heureux de prendre la parole à deux importantes réunions sur les PPP en Saskatchewan pendant la période visée par le présent rapport :

- Assemblée publique à North Battleford sur l'hôpital en PPP le 22 octobre 2014;
- Groupe d'experts sur les PPP au congrès de la Fédération du travail de la Saskatchewan le 31 octobre 2014.

Avec le gouvernement de Brad Wall, la Saskatchewan est devenu une espèce d'incubateur pour les PPP.

Les pourparlers se poursuivent avec la Ville de Regina et les syndicats municipaux sur le régime de retraite municipal. Notre objectif, bien sûr, est de conserver le régime à prestations déterminées et d'obliger la Ville à respecter l'entente conclue en mai 2013 pour soutenir le régime. Au moment d'imprimer le présent rapport, un accord de principe pourrait permettre de préserver la nature à PD du régime.

Manitoba

Les travailleuses et travailleurs de la santé du SCFP-Manitoba ont célébré la « Semaine du personnel de soutien des services de santé », décrétée par la ministre de la Santé, du 13 au 17 octobre 2014.

Des élections municipales et scolaires ont eu lieu le 22 octobre 2014 partout au Manitoba. Un plus grand nombre de candidats appuyés par les syndicats ont été élus au conseil municipal de Winnipeg, mais notre candidate à la mairie, Judy Wacylicia-Leis, est encore une fois arrivée deuxième.

À la fin de novembre, le gouvernement manitobain a annoncé un nouveau programme de placement d'urgence pour les services à l'enfance et à la famille en vertu duquel 210 éducatrices de la petite enfance seront embauchées (section locale 2153 du SCFP) pour s'occuper du nombre grandissant d'enfants placés au Manitoba.

La toute première rencontre des secteurs du SCFP-Manitoba a eu lieu à Brandon, à la fin novembre, et a connu un vif succès, avec la participation de plus de 125 délégués.

Ontario

Des élections scolaires et municipales ont eu lieu partout en Ontario le 27 octobre 2014. Le SCFP-Ontario et de nombreux militants et membres de sections locales ont joué un rôle très visible tout au long de la campagne.

En tout, 10 membres du SCFP et deux retraités ont été élus. Je félicite les candidats et les militants qui ont travaillé si fort pendant cette campagne.

À la fin d'octobre, j'ai parlé à la consœur Jan Tutton, présidente de la section locale 132 du SCFP. Grâce à ses membres du foyer Fairview Lodge, à Whitby, 194 pensionnaires ont pu échapper sains et saufs à un incendie qui a détruit l'établissement. Comme je l'ai dit à la consœur Jan, chacun de ses 247 membres sont des héros et le SCFP est à la fois reconnaissant et fier de leurs efforts.

J'étais fier d'avoir livré le discours prééminent au congrès du NPD de l'Ontario à Toronto le 15 novembre. J'ai parlé de l'importance de l'enlignement entre les syndicats et le NPD et la nécessité d'un plan de notre Parti pour les travailleurs.

Le 21 novembre, je me suis joint aux dirigeants du SCFP-Ontario pour participer à une manifestation devant Queen's Park organisée par la coalition ontarienne de la santé pour « Stopper les cliniques privées et sauver les hôpitaux locaux ».

Québec

Dans mon dernier rapport, je faisais le point avec vous sur le projet de loi 3, qui impose des concessions aux régimes de retraite de tous les travailleurs du secteur municipal. Dirigée par le SCFP, la lutte contre le projet de 3 continue.

Depuis ce temps, une importante journée de grand dérangement a eu lieu le 26 novembre dernier dans l'ensemble de la province.

Malgré cette démonstration, le gouvernement a adopté le projet de loi sur les régimes de retraite des employés municipaux, et ce, sans recourir au bâillon. L'opposition officielle a consenti à mettre fin à l'étude détaillée du projet de loi en échange de deux amendements mineurs.

Ce même le gouvernement libéral a depuis présenté le projet de loi 15, qui vise à accroître le contrôle du gouvernement sur les niveaux de dotation en personnel et les dépenses des ministères et du secteur parapublic. Le projet de loi sent l'austérité et les réductions à plein nez.

Le SCFP a aussi été invité à des rencontres pour discuter de régimes de retraite dans le secteur universitaire. L'objectif est la « viabilité » des régimes.

Au début de novembre, j'ai eu le plaisir de prendre la parole devant nos travailleuses et travailleurs de la santé du SCFP, à leur conférence biennale du CPAS. Le projet de loi 10 imposera des fusions des régies de la santé et de nombreux scrutins à nos membres. Le SCFP national fera tout en son pouvoir pour appuyer les membres en 2015-2016 lorsque ces votes devraient avoir lieu.

Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.)

J'ai encore une fois eu le plaisir de participer à la rencontre des présidentes et présidents du SCFP-Î.-P.-É. au début de décembre. Notre syndicat est visible et très occupé à l'Île-du-Prince-Édouard. Lori McKay, présidente du SCFP-Î.-P.-É., et moi-même avons rencontré le premier ministre Robert Ghiz (qui a annoncé son intention de prendre sa retraite au début de 2015) pour discuter des régimes de retraite dans le secteur des universités de l'Î.-P.-É.

À la mi-novembre, j'ai fait parvenir une lettre de félicitations particulière à la consœur Elaine Fagan, travailleuse de la santé et membre de la section locale 805, qui a pris sa retraite dernièrement, après 48 ans de service. Elle a été embauchée en 1966!!! La consœur Elaine est une militante de longue date et je lui ai souhaité, de la part de notre syndicat, une longue et heureuse retraite.

Nouveau-Brunswick

Le SCFP-Nouveau-Brunswick est occupé sur plusieurs fronts, dont l'aide à apporter à la section locale 1251 qui représente les agents correctionnels de la province, qui étaient sans contrat de travail depuis plus de trois ans. Une entente a été finalement conclue vendredi le 5 décembre.

Les membres de la section locale 76 employée par la Ville de Campbellton ont été en lock-out depuis le 4 novembre et ont depuis retourné à travail lundi le 1^{er} décembre. Ils ont conclu une entente qui comprend un salaire de 2% d'augmentation chaque année pendant la durée du contrat de 7 ans et maintenu leur régime de retraite à prestations déterminées.

Nous cherchons également à obtenir une rencontre avec le nouveau premier ministre libéral de la province qui a promis, à la dernière campagne électorale, de s'asseoir avec le SCFP-Nouveau-Brunswick pour discuter de la réforme des régimes de retraite de 2012-2013.

Nouvelle-Écosse

L'enjeu numéro un pour notre syndicat en Nouvelle-Écosse est le projet de loi 1, qui confirme les restructurations dans le secteur de la santé. Ces restructurations auront des répercussions sur la représentation des unités de négociation du secteur de la santé de la province.

La loi prévoyait un processus de médiation mais après deux jours de médiation, les parties ne sont pas arrivées à conclure d'entente afin de définir les unités de négociation. Au moment d'écrire mon rapport un arbitrage devrait avoir lieu dans la deuxième semaine de décembre.

La loi a nommé un médiateur que nous rencontrons en ce moment. Les syndicats de la santé de la Nouvelle-Écosse ont trouvé un terrain d'entente qui respecte les restructurations du gouvernement et les droits de représentation des syndicats. C'est cette position que nous défendons dans la médiation.

Le SCFP-Nouvelle-Écosse a aussi organisé une excellente rencontre de tous les comités à la fin d'octobre.

Terre-Neuve-et-Labrador

Félicitations à la section locale 4732 du SCFP, de la maison de transition Hope Haven, à Labrador City, un groupe relativement petit qui a obtenu un bon règlement après une longue et difficile ronde de négociations.

Notre tournée de l'Accord sur la santé s'est arrêtée le 1^{er} décembre à Saint John's et le 2 décembre à Corner Brook, à Terre-Neuve-et-Labrador. Nous avons eu beaucoup de monde dans les deux localités, où un solide appui à l'assurance-maladie publique était évident.

6. Justice mondiale et solidarité internationale

Conférence régionale interaméricaine de l'Internationale des services publics (ISP) (Avril 2015)

L'ISP, notre syndicat mondial, tiendra sa conférence régionale à Mexico en avril prochain. Le thème de la conférence sera « Faire progresser les droits syndicaux dans la lutte en faveur de services publics de qualité ! ».

Le plan d'action Interamérique s'articule autour des importants enjeux suivants :

- Lutter contre la privatisation ;
- Faire progresser les droits syndicaux ;
- Influencer la politique et la gouvernance mondiales ;
- Renforcer l'adhésion syndicale et la croissance en égalité des chances.

UNISON – Journée nationale d'action des travailleuses et travailleurs de la santé – Le 13 octobre 2014

UNISON, notre syndicat affilié du Royaume-Uni, a tenu sa deuxième grève de quatre heures pour protester contre les mesures d'austérité et les faibles offres salariales présentées aux travailleuses et travailleurs du National Health Service, le système public de santé du pays.

Un sondage mené auprès des membres d'UNISON a révélé que 54 % des travailleuses et travailleurs de la santé n'arrivent pas à joindre les deux bouts sans un deuxième emploi. Aussi à cause des faibles salaires, 80 % des membres ont dû limiter leurs plans de vacances et 51 % avaient de la difficulté à se nourrir convenablement.

Manifestations en faveur de la démocratie à Hong Kong

Le monde a été témoin d'immenses manifestations de citoyens organisées à Hong Kong pour protester contre le refus de la Chine de leur permettre de voter pour les candidats municipaux de leur choix. Notre syndicat s'est joint à de nombreux autres pour offrir sa solidarité aux manifestants de Hong Kong.

Épidémie d'Ébola

Comme je l'ai mentionné ci-dessus, j'ai été immensément fier que notre Conseil exécutif national, à sa réunion de septembre, autorise deux dons de 10 000 \$ pour aider les populations d'Afrique de l'Ouest à contrôler l'épidémie d'Ébola. Le SFCP-Québec a aussi offert un don additionnel de 5 000 \$.

En outre, nous avons insisté auprès de notre gouvernement fédéral pour qu'il en fasse plus, que ce soit en offrant un soutien financier, du personnel de la santé ou des vaccins, pour aider les populations d'Afrique de l'Ouest.

Consultez scfp.ca pour prendre connaissance de nos fiches d'info sur la prévention de l'Ébola destinées aux travailleuses et travailleurs de la santé.

Interruption des services d'eau à Détroit

Comme je l'ai mentionné dans mon rapport de septembre, nous poursuivons le travail entrepris avec le Conseil des Canadiens pour protester contre les coupures d'eau entraînées par les mesures d'austérité à Détroit.

À la mi-octobre, la rapporteure spéciale de l'ONU sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, Catarina de Albuquerque, a présenté un rapport demandant à Détroit de mettre fin aux coupures dans les services d'eau.

« L'humiliation imposée aux gens dont les services d'eau ont été interrompus est inacceptable », déplorait M^{me} de Albuquerque dans son rapport.

Nous continuerons à travailler avec Maude Barlow et le Conseil des Canadiens dans cet important dossier des droits de la personne.

Un monde sans sida

Notre Fonds pour la justice mondiale, en association avec le Fonds Colleen-Jordan du SFCP-Colombie-Britannique, appuie pour la troisième année l'organisme AIDS-Free

World (Un monde sans sida), un groupe de défense des droits basé à Boston et co-fondé par le Canadien Stephen Lewis.

Au cours des derniers mois, AIDS-Free World a incité les pays du monde à soutenir les populations de l'Afrique de l'Ouest aux prises avec la crise de l'Ébola.

L'organisme a aussi dénoncé les Nations Unies et l'Organisation internationale du travail parce qu'ils ne font rien contre les mariages forcés impliquant des enfants.

Enfin, Stephen Lewis a dénoncé la création d'un comité de haut niveau de l'ONU sur les opérations de paix qui, même si l'Organisation soutient être en faveur de l'égalité hommes-femmes, est formé de onze hommes et de trois femmes seulement.

AIDS-Free World est un groupe relativement nouveau pour nous, mais son travail est à la fois déterminé et progressiste et je suis fier que le SCFP l'appuie.

Stephen Lewis a assisté à notre réunion du Conseil de décembre 2014 afin de faire le point avec nous sur cet important dossier et de remercier le SCFP.

7. Rapport sur le recrutement

Du 1^{er} septembre au 30 novembre 2014, le SCFP a recruté 1 296 nouveaux membres répartis dans 15 unités de négociation. L'unité la plus importante est celle de la Ville de Drummondville, au Québec, qui comprend 226 cols bleus et brigadiers scolaires. Nous accueillons avec joie tous ces membres dans la famille du SCFP.

À l'échelle du pays, nous avons recruté 215 membres dans le secteur de la santé, 286 dans les municipalités, 280 dans les services sociaux, 186 dans le secteur de la maternelle à la 12^e année, 150 dans les universités et 145 dans le secteur de l'énergie.

Nous participons aussi à 47 campagnes actives qui, si elles réussissent, nous permettront d'accueillir 11 433 nouveaux membres au SCFP. Dans les conseils du travail du pays, nous comptons 11 projets représentant 607 membres qui attendent la tenue de votes d'accréditation. Il y a 11 projets de restructuration en cours qui mèneront à des scrutins de représentation touchant 2 230 membres du SCFP.

8. Notes personnelles et *In memoriam*

J'offre mes sincères condoléances aux familles des membres et retraités suivants du SCFP :

- Le confrère Mike Coleman, contremaître de peintres, section locale 382 du SCFP (district scolaire 61, Colombie-Britannique)

- La consœur Joan Rowlands, section locale 2033 du SCFP (district scolaire Roman, Terre-Neuve-et-Labrador)
- La consœur Julie Davis, retraitée et ancienne directrice générale de l'organisation et des services régionaux, bureau national
- La consœur Dea Pasini, conseillère syndicale temporaire (bureau régional de l'Ontario) et ancienne présidente de la section locale 4092 (agents de bord d'Air Canada, base de Toronto)
- Le confrère Kevin MacNeil, conseiller syndical (bureau de Sydney), retraité le 1 octobre 2013
- La consœur Helen Coemtzis, membre de la section locale 3744, Société Unionville Home
- Le confrère Chris Sax, conseiller syndical, bureau de Barrie, est décédé soudainement le mardi 2 décembre 2014.
- La consœur Zahra Mohamoud Abdille, membre de la section locale 79, infirmière de santé publique de la ville de Toronto, et ses deux fils Faris de 13 ans et Zain âgé de 8 ans ont été assassinés.

Départs à la retraite

- Robert Hickers, Direction de l'organisation et des services régionaux – 1^{er} janvier 2015
- Paula Larocque, bureau de Niagara – 1^{er} janvier 2015
- Linda Craig, bureau régional du Québec – 1^{er} janvier 2015
- Denise Harder, bureau de Dauphin – 1^{er} février 2015
- Helen Manning, bureau de Peel – 1^{er} avril 2015

Conclusion

Je remercie toutes les sections locales qui nous ont fait parvenir des détails sur le départ à la retraite de leurs membres et qui ont demandé des certificats d'appréciation et une lettre de félicitations. Nous demandons un avis de trois semaines et des renseignements précis sur la retraite des membres.

Nous avons tous appris avec une grande tristesse le décès de la consœur Julie Davis. Elle a été une pionnière de notre syndicat. Elle a été l'une des premières femmes

conseillères syndicales et la première femme dirigeante à temps plein de la Fédération du travail de l'Ontario. Elle a aussi occupé le poste de directrice régionale du SCFP au bureau régional de l'Ontario et prise sa retraite comme directrice générale de l'organisation et des services régionaux. À la fin de janvier, nous tiendrons un service commémoratif pour souligner la vie de notre remarquable consœur et amie.

Nous remercions tout spécialement le confrère Bob Hickes, directeur général de l'organisation et des services régionaux. Natif du Nouveau-Brunswick, le confrère Hickes, un travailleur du secteur des conseils scolaires, est un militant de longue date. Il a été président du SCFP-Nouveau-Brunswick, membre du Conseil exécutif national, président de la Fédération du travail du Nouveau-Brunswick, conseiller syndical, directeur régional et, enfin, directeur général de l'organisation et des services régionaux.

Bob est l'incarnation même du militant syndical à son meilleur. Merci, confrère, pour tout ce que vous avez fait pour notre syndicat au cours de votre grande carrière. Nous vous souhaitons une longue et heureuse retraite.

En cette fin de 2014, je vous offre mes meilleurs vœux, à vous tous, nos militants, membres du personnel et retraités. Je vous souhaite aussi un Noël rempli de paix et une heureuse année 2015.

Je vous prie de recevoir, consœurs et confrères, mes salutations solidaires.

Le président national,

A handwritten signature in cursive script that reads "Paul Moist".

PAUL MOIST

:jv/sec
Le 17 décembre 2014 | 10 h 40